

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Commission Permanente du jeudi 10 octobre 2024

Membres en exercice : 26
Présents : 17
Procuration(s) : 7
Absent(s) : 2
Nombres de votants : 24
Votes pour : 23
Vote(s) contre : 1
Abstention(s) : 0
Date de la convocation : mardi 1 octobre 2024

DELIBERATION N°DL_CP2024_0231

Portant sur le projet de décret relatif à la déontologie et à la discipline des avocats

L'an deux mille vingt-quatre, le dix octobre, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Soula SAID SOUFFOU, Madame Rosette VITTA, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Madame Echati ISSA, Monsieur El Anrif HASSANI, Monsieur Soibahadine NDAKA, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Daniel ZAIDANI, Monsieur Saïdou ATTOUMANI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Hélène POLLOZEC, Madame Zaounaki SAINDOU

Conseillers départementaux représentés :

Madame Mariam SAID KALAME donne pouvoir à Madame Hélène POLLOZEC,
Monsieur Ali OMAR donne pouvoir à Monsieur Abdoul KAMARDINE,
Monsieur Madi Moussa VELOU donne pouvoir à Monsieur Ben Issa OUSSENI,
Madame Nadjima SAID donne pouvoir à Monsieur Nadjayedine SIDI,
Madame Zamimou AHAMADI donne pouvoir à Madame Echati ISSA,
Madame Faranti MDALLAH donne pouvoir à Monsieur El Anrif HASSANI,
Monsieur Elyassir MANROUFOU donne pouvoir à Madame Laini ABDALLAH BOINA

Conseiller départemental absents :

Monsieur Alain SARMENT, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE

Secrétaire de séance désignée :

Madame Bibi CHANFI

Le Président constate que le quorum est atteint,

- Vu** le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération n°DL_AP2021_0197 du 1^{er} juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte ;
Vu la délibération n°DL_AP2021_0203 du 19 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du Conseil départemental données à sa Commission permanente ;
Vu la lettre de saisine du Préfet de Mayotte en date du 23 septembre 2024 ;

Considérant le rapport n°2024-2355 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;

Considérant l'avis de la Commission administration générale, transport et transition écologique en date du 8 octobre 2024.

Après en avoir délibéré, par

23 voix Pour

1 voix Contre

Monsieur Daniel ZAIDANI

Le Conseil Départemental,

DECIDE

Article 1 : d'émettre un avis favorable au projet de décret relatif à la déontologie et à la discipline des avocats ;

Article 2 : en application des dispositions de l'article R.421-1et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et son affichage » et sa transmission au Représentant de l'Etat dans le Département.

**Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental**



Ben Issa OUSSENI



**PRÉFET
DE MAYOTTE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Envoyé en préfecture le 12/11/2024

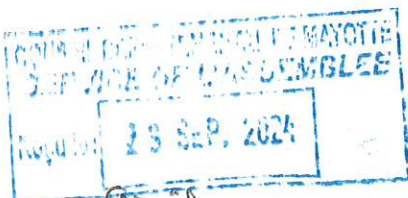
Reçu en préfecture le 12/11/2024

Publié le

ID : 976-229850003-20241112-DL1010240231-DE

S²LO

Le Secrétaire Général



BORDEREAU D'ENVOI

à

Monsieur le président du Conseil départemental

BP 101

97600MAMOUDZOU

Date: le 23/09/2024

OBJET	NOMBRE	OBSERVATION
Projet de décret relatif à la déontologie et à la discipline des avocats. Procédure normale	1	Transmis pour attribution (Cabinet et DGS) Je vous remercie de bien vouloir dater et signer le bordereau et le courrier et les remettre à l'huissier

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet, secrétaire général

Sabry HANI

Préfecture de Mayotte - BP 676 - 97600 MAMOUDZOU

Tél. (standard) 0269 50 00 - www.mayotte.pref.gouv.fr

Accueil du public du lundi au jeudi de 7h30 à 12h00 et de 14h00 à 16h00 (le vendredi de 7h30 à 11h30)



Le Secrétariat Général

Mamoudzou, le 23 septembre 2024

Le préfet de Mayotte
Délégué du Gouvernement

à

Monsieur le président du Conseil départemental

BP 101

97600MAMOUZOU

Objet : Projet de décret relatif à la déontologie et à la discipline des avocats.

P. Jointe: 1

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le projet de décret relatif à la déontologie et à la discipline des avocats élaboré par le ministère de la justice.

En application de l'article L. 3444-1 du code général des collectivités territoriales, je vous serais obligé de bien vouloir recueillir l'avis du conseil départemental sur ce texte.

Je vous remercie de bien vouloir nous le transmettre par messagerie aux adresses suivantes :

secretariat-sg@mayotte.pref.gouv.fr
consultation@mayotte.pref.gouv.fr

Je vous rappelle que l'avis du conseil départemental est à notifier expressément sous délai de **1 mois** en cas d'urgence sur demande du représentant de l'État.

Sans réponse à l'issue de ce délai, l'avis est réputé acquis.

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet, secrétaire général

Sabry HANI

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de la justice

Décret n° du
relatif à la déontologie et à la discipline des avocats

NOR :

Publics concernés : *avocats, avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation, commissaires de justice, greffiers des tribunaux de commerce, notaires, magistrats, instances représentatives de ces professions, justiciables.*

Objet : *Application de la loi n° 2023-1059 du 20 novembre 2023 d'orientation et de programmation pour le ministère de la justice 2023-2027 et autres dispositions diverses.*

Entrée en vigueur : *Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} novembre 2024.*

Notice : *Le présent décret s'applique aux professions d'avocat, avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation, de commissaire de justice, de greffier du tribunal de commerce et de notaire. Il a notamment pour objectif de mettre en œuvre les dispositions des articles 40 et 41 de la loi n° 2023-1059 du 20 novembre 2023 d'orientation et de programmation pour le ministère de la justice 2023-2027. Le présent décret intègre par ailleurs des dispositions visant à renforcer l'effectivité des régimes déontologiques et disciplinaires de ces professions.*

Le titre Ier concerne les dispositions relatives à la discipline des avocats. Il comporte deux chapitres :

- le premier chapitre relatif à la discipline des avocats s'inscrit principalement dans les travaux de mise en œuvre des dispositions d'application de la loi n° 2023-1059 du 20 novembre 2023 d'orientation et de programmation pour le ministère de la justice 2023-2027 modifiant les articles 22, 22-1, 23 de la loi de 1971 et créant un article 23-1 à la suite de ces dispositions. En conséquence, le décret n° 91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat est modifié afin d'intégrer : la création d'un conseil de discipline commun dans le ressort des cours d'appel de Cayenne, de Fort-de-France et de Basse-Terre ; le recours à la visioconférence pour le conseil de discipline commun mais également pour les représentants du conseil de l'ordre de Mayotte siégeant au conseil de discipline du ressort de la Cour d'appel de Saint-Denis de la Réunion ; la possibilité pour le conseil de l'Ordre de désigner plusieurs rapporteurs, membres ou anciens membres en activité pour procéder à l'instruction contradictoire de l'affaire et enfin l'instauration d'une procédure disciplinaire simplifiée.

Ce chapitre comprend par ailleurs une disposition relative à la notification du droit au silence en matière disciplinaire.

- le chapitre II modifie le décret n° 2022-552 du 30 juin 2023 portant code de déontologie. Il actualise d'une part, les règles applicables aux incompatibilités liées à un mandat de conseiller territorial, et prévoit d'autre part de nouvelles dispositions afin d'étendre la levée du secret professionnel de l'avocat pour les besoins de sa propre défense aux modes de résolution amiable ;

Le titre II a trait aux dispositions relatives à l'outre-mer, aux abrogations, à la coordination et à la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Références : *les textes créés et modifiés par le décret peuvent être consultés, dans leur version issue de cette modification, sur le site Légifrance (<https://legifrance.gouv.fr>).*

Le Premier ministre,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, notamment ses articles 22, 22-1, 23, et 23-1 ;

Vu la loi n° 2023-1059 du 20 novembre 2023 d'orientation et de programmation pour le ministère de la justice 2023-2027, notamment ses articles 40 et 41 ;

Vu le décret n° 91-1197 du 27 novembre 1991 modifié organisant la profession d'avocat, et notamment ses Titres IV et IX ;

Vu le décret n° 2023-552 du 30 juin 2023 portant code de déontologie des avocats et notamment ses articles 4, 28, 29, 30, 31 et 32 ;

Vu la lettre de saisine du conseil régional de Guadeloupe en date du **XX**;

Vu la lettre de saisine du conseil départemental de Guadeloupe en date du **XX**;

Vu la lettre de saisine de l'assemblée de Guyane en date du **XX** ;

Vu la lettre de saisine de l'assemblée de Martinique en date du **XX**;

Vu la lettre de saisine du conseil départemental de Mayotte en date du **XX**;

Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu,

Décrète :

TITRE I^{ER}

DE LA DISCIPLINE DES AVOCATS

CHAPITRE I^{ER}

DISPOSITIONS MODIFIANT LE DECRET 91-1197 DU 27 NOVEMBRE 1991 ORGANISANT LA PROFESSION D'AVOCAT

Article 1 – Conseil de discipline commun

L'article 180 du décret du 27 novembre 1991 susvisé est ainsi modifié :

Au premier alinéa, après les mots : « *Sauf à Paris,* », sont insérés les mots : « *et pour le conseil de discipline commun institué dans le ressort des cours d'appel de Cayenne, de Fort-de-France et de Basse-Terre* ».

Article 2 – Coordination des intitulés de chapitre

L'intitulé : « *Chapitre III : Procédure disciplinaire (Articles 188 à 199)* » est remplacé par l'intitulé : « *Chapitre III : Procédure disciplinaire (Articles 187-1 à 199)* ».

Article 3 – Coordination des intitulés de section

Après le nouvel intitulé « *Chapitre III : Procédure disciplinaire (Articles 187-1 à 199)* », est inséré l'intitulé : « *Section I : La procédure disciplinaire simplifiée (Articles 187-1 à 187-4)* ».

Article 4 – Procédure disciplinaire simplifiée

Après l'intitulé « *Section I : La procédure disciplinaire simplifiée (Articles 187-1 à 187-4)* », sont insérés les articles 187-1 à 187-4 ainsi rédigés :

« *Art. 187-1. – Le bâtonnier de l'ordre peut décider de mettre en œuvre la procédure disciplinaire simplifiée.*

« *La procédure disciplinaire simplifiée ne peut pas être mise en œuvre lorsque la poursuite disciplinaire fait suite à une réclamation présentée par un tiers ou lorsque l'avocat poursuivi a fait l'objet d'une peine d'interdiction temporaire d'exercice assortie en tout ou partie du sursis pour son exécution dans les cinq années qui précèdent.*

« *La procédure disciplinaire simplifiée ne peut donner lieu qu'aux sanctions de l'avertissement et du blâme ainsi qu'aux peines complémentaires relatives d'une part à l'interdiction temporaire de conclure un nouveau contrat de collaboration ou un nouveau contrat de stage avec un élève-avocat et d'encadrer un nouveau collaborateur ou un nouvel élève-avocat, et d'autre part à la publicité de la décision, telles que prévues à l'article 184 du présent décret.*

« *La formation complémentaire en déontologie prévue au même article 184 peut également être prescrite.*

« Art. 187-2. – Le bâtonnier de l'ordre, après avoir convoqué ou dûment entendu l'avocat poursuivi, assisté le cas échéant par son conseil, lui propose l'une des sanctions prévues à l'article 187-1.

« Cette proposition de sanction, **est** notifiée à l'avocat poursuivi par tout moyen conférant date certaine à sa réception, **elle** contient l'indication détaillée des faits reprochés accompagnée des pièces et la motivation de la proposition de sanction.

« L'avocat poursuivi dispose d'un délai de quinze jours, à compter **de la réception** de la notification visée à l'alinéa précédent, pour reconnaître les faits et accepter ou refuser la sanction proposée par tout moyen conférant date certaine à sa réception.

« L'absence de réponse, de la part de l'avocat poursuivi, dans le délai prévu à l'alinéa précédent, vaut refus de la sanction proposée.

« Art. 187-3. – En cas d'acceptation de la sanction proposée, le bâtonnier saisit dans le délai d'un mois la juridiction disciplinaire par requête aux fins d'homologation. Il lui transmet une copie du dossier, contenant la notification de la proposition de sanction ainsi que son acceptation par l'avocat poursuivi.

« La juridiction disciplinaire statue à bref délai, le cas échéant en formation restreinte, pour homologuer ou refuser d'homologuer la sanction proposée par le bâtonnier.

« En cas d'homologation, la juridiction disciplinaire adresse sans délai au procureur général, par tout moyen conférant date certaine à sa réception, sa décision ainsi que les pièces du dossier. Le procureur général peut s'opposer à la décision dans le délai de quinze jours à compter de sa réception. Il notifie son opposition à la juridiction disciplinaire par tout moyen conférant date certaine à sa réception et en adresse copie au bâtonnier ainsi qu'à l'avocat poursuivi.

« En l'absence d'opposition du procureur général, la décision devient définitive. La juridiction disciplinaire en informe l'avocat poursuivi, le bâtonnier et, le cas échéant, l'avocat auteur de la réclamation. La décision est versée au dossier personnel de l'avocat poursuivi tenu par l'ordre dont il relève.

« **La décision d'homologation peut faire l'objet d'un recours dans les conditions de l'article 188-2.** »

« En cas d'échec de la procédure disciplinaire simplifiée, la juridiction disciplinaire en informe l'avocat poursuivi, le bâtonnier, le procureur général et, le cas échéant, l'avocat auteur de la réclamation. Le bâtonnier, le procureur général ou, le cas échéant, l'auteur de la réclamation peuvent alors engager la procédure disciplinaire prévue à la section II du présent chapitre. Les déclarations faites ou les documents remis au cours de la procédure simplifiée ne peuvent être ni produits ni invoqués dans la suite de la procédure disciplinaire. »

« **Art. 187-4. - En cas de refus par l'avocat poursuivi de la sanction proposée, le bâtonnier peut poursuivre la procédure simplifiée après l'avoir convoqué pour être entendu sur les**

faits qui lui sont reprochés, assisté le cas échéant par son conseil, et lui avoir transmis la copie du dossier disciplinaire constitué avant la proposition de sanction.

« La proposition de sanction et les éventuelles observations de l'avocat poursuivi sur celle-ci ne peuvent être ni produites ni invoquées dans la suite de la procédure.

« Le bâtonnier, pour fixation de la date d'audience, transmet le dossier et le procès-verbal d'audition de l'avocat poursuivi, au président de la juridiction disciplinaire, et, à Paris, au bâtonnier doyen, membre du conseil de l'ordre, et s'il est empêché, au plus ancien bâtonnier, membre du conseil de l'ordre.

« L'avocat est convoqué dans les conditions de l'article 192. Les pièces transmises à la juridiction disciplinaire sont jointes à la convocation.

« La convocation avec l'ensemble des pièces qui y sont annexées est adressée au procureur général.

« La juridiction disciplinaire statue le cas échéant en formation restreinte.

« Elle ne peut prononcer que les sanctions visées à l'article 187-1.

« La juridiction disciplinaire peut juger n'y avoir lieu à procédure simplifiée. Elle en informe l'avocat poursuivi, le bâtonnier, le procureur général et, le cas échéant, l'avocat auteur de la réclamation. Le bâtonnier, le procureur général ou, le cas échéant, l'auteur de la réclamation peuvent alors engager la procédure disciplinaire prévue à la section II du présent chapitre.

« Les articles 196 et 197 sont applicables à la décision de la juridiction disciplinaire rendue en application du présent article, sous réserve des dispositions contenues à l'alinéa suivant.

« Les décisions disant n'y avoir lieu à procédure simplifiée ne sont susceptibles d'aucun recours.

Article 5 – Coordination des intitulés des sections

L'intitulé : « *Section I : La saisine de l'instance disciplinaire et l'instruction des requêtes. (Articles 188 à 192)* » est remplacé par l'intitulé : « *Section II : La procédure disciplinaire ordinaire (Articles 188 à 199)* ».

Article 6 – Coordination des intitulés des sections

Après l'intitulé « *Section II : La procédure disciplinaire ordinaire (Articles 188 à 199)* », est inséré l'intitulé : « *Sous-section I : La saisine de la juridiction disciplinaire et l'instruction des requêtes (Articles 188 à 192)* ».

Article 7 – Désignation de plusieurs rapporteurs et élargissement du vivier des membres pouvant être désignés

Le premier alinéa de l'article 188-3 du même décret est ainsi modifié :

1° La seconde occurrence du mot : « *un* » est remplacée par les mots : « *l'un ou plusieurs* » ;

2° Après les mots : « *de ses membres* », sont insérés les mots : « *ou anciens membres en activité* ».

Article 8 – Coordination des intitulés des sections

L'intitulé : « *Section II : Le jugement et l'exercice des voies de recours (Articles 193 à 197)* » est remplacé par l'intitulé : « *Sous-section II : Le jugement et l'exercice des voies de recours (Articles 193 à 197)* ».

Article 9 – Le recours à la visio-conférence

Après l'article 194 du même décret, est inséré un article 194-1 ainsi rédigé :

« *Art. 194-1. - Les caractéristiques techniques des moyens de télécommunication audiovisuelle utilisés en application de l'article 22-1 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 doivent permettre de s'assurer de l'identité des personnes y participant. Elles doivent également assurer la qualité de la transmission et, lorsque l'audience ou l'audition n'est pas publique, la confidentialité des échanges. Elles sont précisées par arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice.*

« *Le président dirige les débats depuis la salle d'audience. Il contrôle, lors de l'audience, que les conditions dans lesquelles la personne se connecte sont compatibles avec le respect de la dignité et de la sérénité des débats. Ces conditions sont présumées réunies lorsque le représentant du conseil de l'ordre se connecte depuis le local du conseil de l'ordre.* »

Article 10 – Coordination des intitulés des sections

L'intitulé : « *Section III : De la suspension provisoire (Articles 198 à 199)* » est remplacé par l'intitulé : « *Sous-section III : De la suspension provisoire (Articles 198 à 199)* ».

Article 11 – La suspension provisoire

Au deuxième alinéa de l'article 198 du même décret, les mots : « *ou cités* » sont supprimés.

Article 12 – Coordination des intitulés des sections

Avant l'intitulé « *Titre V : L'exercice de la profession d'avocat, sous leur titre professionnel d'origine, par les ressortissants des états membres de l'Union européenne, des autres états parties à l'accord sur l'espace économique européen et de la Confédération suisse. (Articles 200 à 203-1)* », est inséré l'intitulé : « *Section III : De la notification du droit de se taire* ».

Article 13 – La notification du droit au silence

Après l'intitulé « *Section III : De la notification du droit de se taire* », est inséré un article 199-1, ainsi rédigé :

« Art. 199-1. – L'avocat faisant l'objet d'une enquête déontologique ou d'une procédure disciplinaire ne peut être entendu sur les faits susceptibles de lui être reprochés sans que son droit de se taire ne lui ait été préalablement notifié. »

CHAPITRE II

DISPOSITIONS MODIFIANT LE DECRET N° 2023-552 DU 30 JUIN 2023 PORTANT CODE DE DEONTOLOGIE DES AVOCATS

Article 14 – La levée du secret professionnel

Au quatrième alinéa de l'article 4 du décret du 30 juin 2023 susvisé, les mots : *« devant toute juridiction »* sont supprimés.

Article 15 – Les incompatibilités avec un mandat de conseiller régional ou de membre de l'assemblée Corse

A l'article 28 du décret n° 2023-552 du 30 juin 2023 susvisé, les mots : *« de ces collectivités territoriales »* sont remplacés par les mots : *« en relevant et ceux auxquels participe la collectivité territoriale concernée »*.

Article 16 – Les incompatibilités avec un mandat de conseiller départemental

A l'article 29 du même décret, les mots : *« de ce département ou de ces communes »* sont remplacés par les mots : *« en relevant et ceux auxquels participe la collectivité territoriale concernée »*.

Article 17 – Les incompatibilités avec un mandat de conseiller municipal

L'article 30 du même décret est ainsi modifié :

1° Le mot : *« communaux »* est supprimé ;

2° A la fin, sont ajoutés les mots : *« ainsi que ceux auxquels participe la collectivité territoriale concernée »*.

Article 18 – Les incompatibilités avec les fonctions de maire, adjoint au maire, conseiller municipal ou conseiller d'arrondissement de Paris, Lyon ou Marseille

A la fin de l'article 31 du même décret, sont ajoutés les mots : *« ainsi que ceux auxquels participe la collectivité territoriale concernée »*.

Article 19 – Les incompatibilités avec le statut d'ancien fonctionnaire de l'Etat

L'article 32 du même décret est remplacé par un article 32 ainsi rédigé :

« Art. 32. - Il est interdit aux avocats anciens agents publics de l'Etat de conclure et de plaider contre l'Etat et ses établissements publics, pendant un délai de cinq ans à dater de la cessation de leurs fonctions. Il en est de même pour les avocats anciens agents publics des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à l'égard des collectivités territoriales ou établissements publics dont ils ont relevé. »

TITRE II

DES DISPOSITIONS DIVERSES

Article 20 – Dispositions relatives à l'outre-mer

I. Le décret du 27 novembre 1991 susvisé est ainsi modifié :

A. La première phrase de l'article 282-1 est ainsi modifié :

1° Les mots : « *en Guadeloupe, Martinique et Guyane* » sont remplacés par les mots : « *au conseil de discipline commun institué dans le ressort des cours d'appel de Cayenne, de Fort de France et de Basse-Terre* » ;

2° Le mot : « *le* » est remplacé par le mot : « *chaque* ».

B. Le deuxième alinéa des articles 283, 283-1 et 284 sont ainsi modifiés :

1° Les mots : « *185 à 199* » sont remplacés par les mots : « *185 à 194, 195 à 199-1* » ;

2° Les mots : « *décret n° 2023-1125 du 1er décembre 2023* » sont remplacés par les mots : « *décret n° 2024-~~XX~~ du ~~XX XX~~ 2024* ».

II – Le premier alinéa de l'article 53 du décret du 30 juin 2023 susvisé est complété par les mots : « *dans sa version résultant du décret n° 2024-~~XX~~ du ~~XX XX~~ 2024* ».

Article 21 – Entrée en vigueur

Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} novembre 2024.

Il s'applique aux procédures disciplinaires engagées et aux réclamations reçues postérieurement à cette date.

Article 22 – Exécution

Le garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le

Par le Premier ministre,

Gabriel Attal

Le garde des sceaux, ministre de la
justice,

Eric DUPOND-MORETTI

Le ministère de l'intérieur et des outre-mer,

Envoyé en préfecture le 12/11/2024

Reçu en préfecture le 12/11/2024

Publié le

ID : 976-229850003-20241112-DL1010240231-DE



Gérald DARMANIN

La ministre déléguée auprès du ministre
de l'intérieur et des outre-mer, chargée
des outre-mer,

Marie GUÉVENOUX